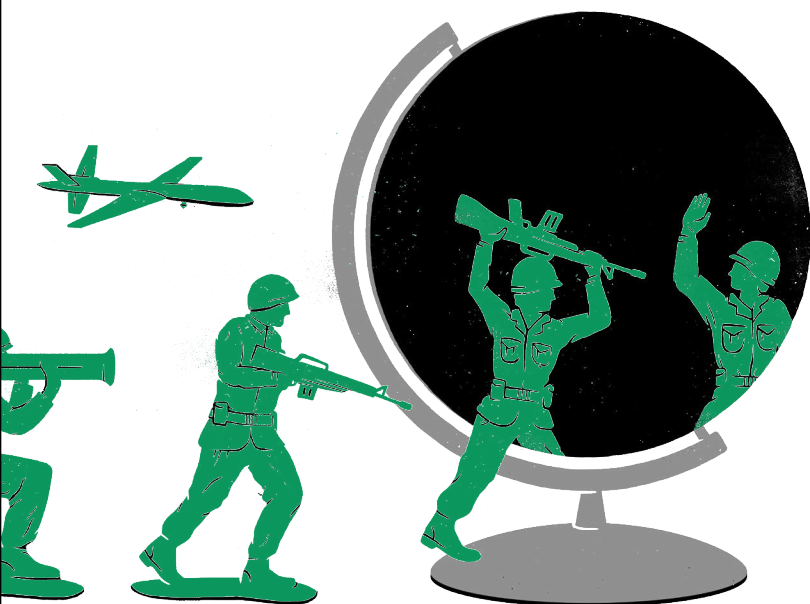


NOAM CHOMSKY

**LES DESSOUS
DE LA POLITIQUE
DE L'ONCLE SAM**



écosociété

LES DESSOUS DE LA POLITIQUE
DE L'ONCLE SAM

DU MÊME AUTEUR AUX ÉDITIONS ÉCOSOCIÉTÉ

L'an 501. La conquête continue
2016 [1995]

Palestine (avec Ilan Paapé)
2016

L'Occident terroriste (avec André Vltchek)
2015

Le bien commun
2013

*La poudrière du Moyen-Orient. Washington joue
avec le feu* (avec Gilbert Achcar)
2007

Israël, Palestine, États-Unis. Le triangle fatidique
Préface d'Edward Saïd
2006

Quel rôle pour l'État?
2005

Propagande, médias et démocratie
(avec Robert W. McChesney)
2005 [2000]

Entretiens avec Chomsky
(avec Normand Baillargeon et David Barsamian)
2002

Le pouvoir mis à nu
2002

Le nouvel humanisme militaire. Leçons du Kosovo
2000

Noam Chomsky

LES DESSOUS DE LA
POLITIQUE DE L'ONCLE SAM

*Traduit de l'anglais (États-Unis)
par J.-M. Fémal*

écosociété

Coordination éditoriale: Serge Mongeau
Illustration de la couverture: Sébastien Thibault; direction artistique:
Jolin Masson
Maquette de la couverture: Catherine D'Amours, Nouvelle Administra-
tion
Typographie et mise en pages: Kevin Cordeau

Titre original: *What Uncle Sam really wants*
Publié initialement par Odonian Press (É.U) et repris par Couterpoint
LLC dans le recueil intitulé *How the World Works*.

© Noam Chomsky, 1986-1992; tous droits réservés
© Les Éditions Écosociété, 1996, pour l'édition française

Dépôt légal: 4^e trimestre 2016

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du
Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Chomsky, Noam

[What Uncle Sam really wants. Français]

Les dessous de la politique de l'Oncle Sam

Traduction de: What Uncle Sam really wants.

ISBN 978-2-89719-312-6

1. États-Unis - Relations extérieures - Philosophie. 2. États-Unis -
Relations extérieures - 1945-1989. 3. États-Unis - Relations extérieures
- 1989-1993. I. Titre. II. Titre : What Uncle Sam really wants. Français.

E183.7.C4814 2017 327.73 C2016-942323-9

Les Éditions Écosociété reconnaissent l'appui financier du gouvernement
du Canada et remercient la Société de développement des entreprises
culturelles (SODEC) et le Conseil des arts du Canada de leur soutien.

Gouvernement du Québec – Programme de crédit d'impôt pour l'édition
de livres – Gestion SODEC.

Canada

SODEC
Québec



Canada Council
for the Arts

Conseil des arts
du Canada

TABLE DES MATIÈRES

Note préliminaire de la première édition 7

Avant-propos de l'éditeur américain 9

CHAPITRE PREMIER

**Les principaux objectifs de
la politique étrangère américaine 11**

Protéger notre propre terrain 11

La position libérale extrême 13

La « Grande zone » 16

Restaurer l'ordre traditionnel 19

Notre engagement envers la démocratie 24

La menace d'un bon exemple 28

Le monde à trois côtés 32

CHAPITRE 2

Dévastations à l'étranger 36

Notre politique de bon voisinage 36

La crucifixion du Salvador 42

Donner une leçon au Nicaragua 49

Transformer le Guatemala en un champ de la mort	56
L'invasion du Panama	60
Vacciner l'Asie du Sud-Est.	67
La guerre du Golfe	71
Les tentatives pour étouffer l'affaire Iran- <i>contra</i>	80
Perspectives pour l'Europe de l'Est	82
Les hommes de main de la planète	86
 CHAPITRE 3	
Lavage de cerveau à domicile.	92
Comment fonctionnait la guerre froide.	92
La guerre aux drogues (à certaines, du moins)	97
La guerre, c'est la paix — La liberté, c'est l'esclavage — L'ignorance, c'est la force	102
Socialisme, vrai et faux.	107
Les médias	109
 CHAPITRE 4	
L'avenir	113
Les choses ont changé.	113
Ce que vous pouvez faire.	115
La lutte continue.	118
Notes.	120
Ouvrages politiques de Noam Chomsky.	125

NOTE PRÉLIMINAIRE DE LA PREMIÈRE ÉDITION

LA MATIÈRE DE CE LIVRE a été rassemblée à partir des exposés et des interviews mentionnés ci-dessous, et auxquels le D^r Chomsky a ensuite apporté des modifications, ajouts ou suppressions, afin de les rendre publiables sous forme écrite :

- un exposé faisant partie d'un *teach-in* à la radio WBAI, New York, 13 janvier 1991 ;
- un entretien téléphonique conduit par Kris Welch et Philip Maldari à la radio KPFA, Berkeley, Californie, 12 décembre 1990 ;
- *The Sociopolitical Context of the Assassination of Ignacio Martin-Baro*, exposé fait lors de l'assemblée annuelle de l'American Psychological Association, Boston, 13 août 1990 ;
- *US Still at War Against the World*, article (tiré d'une conférence à la Central America Solidarity Association) publié dans le numéro de mai 1990 du bulletin *Resist* ;

- des interviews dirigées par David Barsamian à Cambridge, Massachusetts, 1^{er} et 2 février 1990 ;
- *The Roots of US Intervention*, exposé donné au collège Lewis & Clark à Portland, Oregon, 24 janvier 1989, ainsi que l'échange de questions et réponses qui a suivi ;
- *United States International and Security Policy : The « Right Turn » in Historical Perspective*, exposé donné à l'Université du Colorado, Boulder, 22 octobre 1986, ainsi que l'échange de questions et réponses qui a suivi.

AVANT-PROPOS DE L'ÉDITEUR AMÉRICAIN

NOAM CHOMSKY est une personnalité de premier plan dans le domaine de la linguistique. Né à Philadelphie en 1928, il enseigne depuis 1955 au Massachusetts Institute of Technology, où il est devenu professeur agrégé à l'âge de 32 ans.

Outre son œuvre de linguiste, Chomsky a écrit de nombreux ouvrages sur les événements contemporains. Il lui est arrivé fréquemment de faire ses exposés politiques devant des auditoires contraints de rester debout, et ce, partout aux États-Unis et dans le monde.

Dans une société plus saine, ses efforts inlassables en faveur de la justice lui auraient depuis longtemps valu le prix Nobel de la Paix, mais le comité s'obstine à vouloir l'attribuer à des gens comme Henry Kissinger.

Si vous considérez habituellement les États-Unis comme les défenseurs de la démocratie à travers le monde, une bonne partie de ce que vous allez lire dans ce livre vous paraîtra incroyable. Mais Chomsky est un érudit ; les faits relatés dans ce livre sont bien réels, et

chaque conclusion est corroborée par de nombreux témoignages. (*Voir p. 120-124 les références de certains d'entre eux*).

Il fut *très* difficile de comprimer le vaste champ de la pensée sociale de Chomsky dans un livre aussi court. Aux pages 125-127, vous trouverez une liste de ses autres livres politiques, qui traitent avec infiniment plus de détails la totalité des sujets abordés ici.

Des centaines de bandes et de transcriptions des exposés et interviews de Chomsky (ainsi que de nombreux autres orateurs intéressants) sont disponibles chez David Barsamian, 2129 Mapleton, Boulder, Colorado 80304, 303/444-8788 (catalogue gratuit sur demande).

Arthur Naiman et Sandy Niemann
Odonian Press

CHAPITRE PREMIER

Les principaux objectifs de la politique étrangère américaine

Protéger notre propre terrain

Les relations entre les États-Unis et les autres pays remontent de toute évidence aux origines de l'histoire américaine, mais la Seconde Guerre mondiale fut la vraie plaque tournante de ces relations, et c'est donc là que nous commencerons.

Alors que la plupart de nos rivaux industriels ont été, soit sévèrement affaiblis, soit complètement anéantis par la guerre, les États-Unis, eux, en ont tiré un profit énorme. Notre territoire national n'a jamais subi la moindre attaque, et la production américaine a plus que triplé.

Même avant la guerre, les États-Unis étaient déjà, et de loin, la principale nation industrielle de la planète — comme ils l'avaient été dès le tournant du siècle. Après la guerre, cependant, nous détenions pratiquement 50 pour cent de la richesse mondiale, et nous contrôlions

les deux rives des deux océans. Jamais, au cours de l'histoire, une puissance n'avait pu exercer un contrôle aussi écrasant sur la planète, ni jouir d'une telle sécurité.

Les gens qui déterminent la ligne de conduite américaine en étaient bien conscients : les États-Unis émergeraient de la Seconde Guerre en tant que première puissance planétaire de l'Histoire. Pendant et après le conflit, ces gens planifièrent minutieusement les formes du monde d'après-guerre. Et comme nous vivons dans une société ouverte, nous pouvons prendre connaissance de leurs plans, qui sont très clairs et très explicites.

Les planificateurs américains — depuis ceux du secrétariat d'État jusqu'à ceux du Conseil des relations étrangères (un canal important grâce auquel les chefs de file du monde des affaires exercent leur influence sur la politique étrangère) — se mirent d'accord pour dire que la domination des États-Unis devait être maintenue. Mais il y avait tout un éventail d'opinions quant à la manière de le faire.

À l'une des extrémités, celle de la ligne dure, vous avez des documents comme le *Mémorandum n° 68 du Conseil national de sécurité* (1950) (NSC 68), qui présentait les vues du secrétaire d'État Dean Acheson, et qui avait été rédigé par Paul Nitze (toujours dans le coup aujourd'hui : il fut l'un des négociateurs de Reagan pour le contrôle de l'armement). Le mémo en appelait à « une stratégie du démantèlement », qui devait « faire germer les graines de la destruction dans le système soviétique », de sorte que nous puissions négocier ensuite un accord à nos propres conditions « avec l'Union soviétique (ou avec le ou les États qui lui auraient succédé) ».

Les lignes de conduite préconisées par le NSC 68 auraient exigé « un esprit de sacrifice et de discipline »

de la part des États-Unis — en d'autres termes, d'énormes dépenses militaires et des restrictions dans les services sociaux. Il aurait également été nécessaire de surmonter « l'excès de tolérance » qui laissait le champ libre à trop de dissidence interne.

Ces lignes de conduite, en fait, avaient déjà été appliquées antérieurement. En 1949, l'espionnage américain en Europe de l'Est s'était concrétisé sous la forme d'un réseau dirigé par Reinhard Gehlen, qui avait été à la tête des renseignements militaires nazis sur le front de l'Est. Ce réseau faisait partie de l'alliance américano-nazie qui avait rapidement absorbé nombre des pires criminels de guerre, et avait étendu son champ d'action à l'Amérique latine et à d'autres parties du monde.

Ces opérations comprenaient une « armée secrète » placée sous les auspices américano-nazis, qui visait à fournir des agents et du matériel militaire aux troupes établies par Hitler et qui, au début des années 1950, opéraient toujours en Union soviétique et dans l'Europe de l'Est. (Ceci est connu aux États-Unis, mais on n'y attache pas d'importance — cela ferait pourtant froncer quelques sourcils si l'on inversait les rôles et que l'on découvrirait, par exemple, que l'Union soviétique aurait largué des agents et du matériel à des troupes envoyées par Hitler et opérant dans les Rocheuses.)

La position libérale extrême

Le NSC 68 est la position extrême de la ligne dure, et rappelez-vous : les lignes de conduite n'étaient pas que théoriques — nombre d'entre elles, en fait, étaient en application à l'époque. Maintenant, tournons-nous vers l'autre position extrême, celle des colombes. La colombe

de proue était sans aucun doute George Kennan, qui dirigea le personnel de planification du secrétariat d'État jusqu'en 1950, lorsqu'il fut remplacé par Nitze. (Le bureau de Kennan, soit dit en passant, était responsable du réseau Gehlen.)

Kennan était l'un des planificateurs américains les plus lucides et les plus intelligents, et il joua un rôle considérable dans le modelage du monde d'après-guerre. Ses écrits sont une illustration extrêmement intéressante de la position des « colombes ». Un document à consulter si vous désirez comprendre les États-Unis, c'est la *Policy Planning Study* (PPS 23) (Étude sur la planification politique), rédigée en 1948 par Kennan pour l'équipe de planification du secrétariat d'État. En voici quelques extraits :

[...] nous détenons environ 50 pour cent de la richesse de la planète, mais nous ne représentons que 6,3 pour cent de sa population [...]. Dans cette situation, nous ne pouvons manquer d'être un objet d'envie et de ressentiment. Notre tâche réelle au cours de la période qui vient est de mettre sur pied un modèle de relations qui nous permettra de maintenir cette position de déséquilibre [...]. Pour ce faire, nous devons nous dispenser de toute forme de sentimentalité et cesser de rêver les yeux ouverts; notre attention devra se concentrer partout sur nos objectifs nationaux immédiats [...]. Nous devrions cesser de parler d'objectifs vagues et [...] irréalistes tels que les droits de la personne, l'élévation du niveau de vie et la démocratisation. Le jour n'est plus très loin où nous serons obligés d'agir directement en termes de rapports de force. Par conséquent, moins nous nous embarrasserons de slogans idéalistes, mieux cela vaudra.

La PPS 23, naturellement, était un document ultra-secret. Pour apaiser le peuple, il fut nécessaire de clai-

ronner des « slogans idéalistes » (et on n'a pas cessé de le faire depuis), mais dans ce cas, les planificateurs se concertèrent.

Dans la même lignée, dans des instructions aux ambassadeurs américains en Amérique latine, en 1950, Kennan faisait observer qu'une des préoccupations majeures de la politique étrangère américaine devait être « la protection de nos matières premières » (en réalité, celles de l'Amérique latine). Nous devons par conséquent combattre une dangereuse hérésie qui, à en croire les services de renseignement américains, se répandait à travers l'Amérique latine : « l'idée selon laquelle le gouvernement est directement responsable du bien-être du peuple. »

Les planificateurs américains appellent cette idée *communisme*, quelles que soient les vues politiques réelles des gens qui la défendent. Même s'il s'agit de sociétés de bienfaisance rattachées à une Église, si elles soutiennent cette hérésie, ce sont des communistes.

Ce point est tout aussi clair dans les documents publics. Par exemple, un groupe d'études de haut niveau déclara, en 1955, que la menace essentielle des puissances communistes (sens réel du mot « communisme » dans la pratique) se situait dans leur refus de remplir leur rôle de soutien — c'est-à-dire « de complément aux économies industrielles de l'Occident ».

Kennan poursuivait en expliquant les moyens qu'il nous faut utiliser contre ceux de nos ennemis devenus la proie de cette hérésie :

La réponse finale pourrait être déplaisante, mais [...] nous ne devrions pas avoir de scrupules devant l'exercice d'une répression policière par les gouvernements locaux. Cela n'a rien de honteux, vu que les communistes sont avant

tout des traîtres [...]. Il vaut mieux que le pouvoir soit exercé par un régime fort que par un gouvernement libéral indulgent, laxiste et infiltré par les communistes.

De telles lignes de conduite n'ont pas été inventées par les libéraux d'après-guerre du type Kennan. Comme le secrétaire d'État de Woodrow Wilson l'avait déjà fait remarquer 30 ans plus tôt, la signification pratique de la doctrine Monroe était que « les États-Unis considèrent leurs propres intérêts. L'intégrité des autres nations américaines est accessoire, elle n'est pas une fin en soi ». Wilson, le grand apôtre de l'autodétermination, convint que l'argument était « sans réplique », bien que c'eût été une « erreur politique » que de l'énoncer en public.

Wilson respecta cet argument, entre autres en envahissant Haïti et la République dominicaine, où ses soldats semèrent la mort et la destruction, démolirent le système politique, laissèrent sur place des sociétés américaines fermement installées, et préparèrent le terrain à l'instauration de dictatures brutales et corrompues.

La « Grande zone »

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, des groupes d'études du secrétariat d'État et du Conseil des relations étrangères élaborèrent des plans concernant le monde d'après-guerre, et ce, en fonction de ce qu'ils appelèrent la « Grande zone », c'est-à-dire l'ensemble des régions qui devaient être subordonnées aux besoins de l'économie américaine.

Cette Grande zone devait inclure l'hémisphère occidental, l'Europe de l'Ouest, l'Extrême-Orient, l'ancien Empire britannique (en plein démantèlement), les ressources énergétiques incomparables du Moyen-Orient

(qui passèrent aux mains des Américains après que nous y eûmes évincé nos rivaux français et britanniques), le reste du tiers monde et, dans la mesure du possible, la planète tout entière. Chaque fois que les occasions le permirent, ces plans furent exécutés.

Chaque région du nouvel ordre mondial se vit attribuer une fonction spécifique. Les pays industrialisés devaient être guidés par les « grands ateliers », à savoir l'Allemagne et le Japon, qui avaient fait preuve de leurs prouesses au cours de la guerre (et qui désormais travailleraient sous contrôle américain).

Le tiers monde devait « remplir sa fonction majeure en tant que source de matières premières et marché » pour les sociétés capitalistes industrielles, comme le laissait entendre un mémorandum du secrétariat d'État daté de 1949. Il devait être exploité (selon les propres mots de Kennan) en vue de la reconstruction de l'Europe et du Japon. (On y réfère à l'Asie du Sud-Est et à l'Afrique, mais l'idée s'applique en général.)

Kennan laissait même entendre que l'Europe pourrait ressentir un encouragement psychologique à l'idée d'« exploiter » l'Afrique. Naturellement, personne ne suggéra que l'Afrique pouvait exploiter l'Europe pour sa propre reconstruction, et peut-être de cette façon aussi améliorer son propre état d'esprit. Ces documents ont été rendus accessibles, mais ils ne sont consultés que par des intellectuels, qui apparemment n'y trouvent rien d'étrange ou de choquant.

La guerre du Viêt-nam découla de la nécessité de garantir ce rôle de soutien. Les nationalistes vietnamiens refusèrent de s'y conformer, de sorte qu'il fallut les écraser. La menace ne consistait pas en ce qu'ils allaient conquérir un autre pays, mais en ce qu'ils pouvaient

représenter un dangereux exemple d'indépendance nationale susceptible d'inspirer d'autres nations de la région.

Le gouvernement américain avait deux rôles majeurs à jouer. Le premier était d'assurer la sécurité des vastes étendues de la Grande zone. Cela demandait une attitude très intimidante, pour s'assurer que personne ne ferait obstacle à l'exécution de cette tâche — ce qui est une des raisons pour lesquelles il y eut un tel effort pour développer les armes nucléaires.

Le second rôle du gouvernement était d'organiser un système public de subventions à l'intention des industries de technologie de pointe. Pour diverses raisons, on opta en général pour la méthode des dépenses militaires.

Le libre-échange, c'est bien beau dans les facultés de sciences économiques et les éditoriaux des journaux, mais personne au sein des grandes entreprises ou du gouvernement ne prend cette doctrine au sérieux. Les secteurs de l'économie américaine qui sont capables de se défendre sur le plan international sont en premier lieu ceux qui reçoivent des subsides de l'État : l'agriculture capitaliste intensive (*l'agrobusiness*, comme on l'appelle), les industries de technologie de pointe, l'industrie pharmaceutique, la biotechnologie, etc.

Il en est de même pour les autres sociétés industrielles. Le gouvernement américain paie avec les deniers publics la recherche et le développement et, surtout par le biais du secteur militaire, ouvre grand un marché garanti par l'État pour une production de gaspillage. Si quelque chose peut se vendre sur le marché, le secteur privé s'en charge. Ce système de subventions publiques et de profits privés porte un nom : la « libre entreprise ».

Faites circuler nos livres.
Discutez-en avec d'autres personnes.
Si vous avez des commentaires,
faites les nous parvenir ; nous les
communiquerons avec plaisir aux
auteur.e.s et à notre comité éditorial.

écosociété

ÉDITIONS ÉCOSOCIÉTÉ

C.P. 32 052, comptoir Saint-André
Montréal (Québec) H2L 4Y5
ecosociete@ecosociete.org

www.ecosociete.org

DIFFUSION ET DISTRIBUTION

Au Canada : Diffusion Dimedia
En Europe : Harmonia Mundi Livre